

## Mobilisation et élections vis-à-vis le parc nature d'Hochelaga-Maisonneuve **Le parlementarisme conduit à la récupération politicienne qui démobilise**

*Note préliminaire : Cet article s'inspire des débats du site Facebook (2 000 membres) du comité citoyen Mobilisation 6600 Parc-Nature Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (Mob6600).*

Le Québec vit deux élections quasi simultanées, celles fédérale et municipale cet automne, avec une autre, celle nationale, pas loin derrière à l'automne 2022. Pendant ce temps s'aiguisent les contradictions climatiques, avec les dômes de super-chaaleur dans l'Ouest canadien avec ses feux de forêt et la sécheresse dans les Prairies et quelque peu au Québec, et pandémie avec la quatrième vague. Si l'élection fédérale sert d'occasion mobilisatrice au courant libertarien antivaccin dans lequel grenouille la droite, le mouvement écologique-climatique se contente de mini manifestations des coupables habituels, (Coralie Laplante, [Manifestation avant le premier débat des chefs](#), La Presse, 2/09/21) bien que s'en annoncent d'importantes à l'occasion de la COP-26, après les élections fédérales (Roger Rashi, [COP 26 : Le Retour cet automne des grandes mobilisations climatiques](#), Presse-toi-à-gauche, 31/08/21).

Toutefois, l'importance de la thématique climatique dans la campagne électorale fédérale n'est pas passée inaperçue dans le comté d'Hochelaga. Avec la mise en chantier du viaduc du Port de Montréal au-dessus de la rue Notre-Dame et celle de la plateforme de transbordement rail-camion, la plus importante en Amérique du Nord, par l'entreprise Ray-Mont s'aiguise la contradiction entre le bloc affairiste Port de Montréal / gouvernements fédéral-provincial-municipal / Canadien National / Ray-Mont versus le comité citoyen Mobilisation 6600 Parc-Nature Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (Mob6600) pour un parc nature (Marc Bonhomme, [La logistique contre la nature et la vie sociale d'Hochelaga-Maisonneuve -- manifestation des 500 contre « leurs profits qui nous polluent la vie »](#), Presse-toi-à-gauche, 26/05/21). Ce dernier vient de faire signer une pétition de 6 000 à 7 000 personnes dans la torpeur de l'été caniculaire et prépare une manifestation le 18 septembre à quelques jours des élections fédérales et à la veille du déclenchement officiel de celles montréalaises.

### **Pirouette du centre-droit, démagogie de la droite et démission « progressiste »**

Grâce aux mobilisations de Mob6600 depuis un an, tous les partis municipaux, et les personnes candidates locales des partis fédéraux, sont contraints de se positionner plus ou moins favorablement sur l'enjeu du parc nature quel que soit leur scepticisme institutionnel enraciné dans le parlementarisme, ce qui se manifeste par de variées pirouettes. L'acrobatie gagnante appartient à la députée d'Hochelaga et candidate du parti Libéral du Canada soutenue par l'ancien militant environnementaliste et aujourd'hui ministre du Patrimoine canadien tous deux ayant rencontré ensemble Mob6600. La députée va interpeller le gouvernement québécois pour faire une étude d'impact sur le projet Ray-Mont, et aussi la Ville de Montréal pour réfléchir sur le parc nature et finalement le Canadien national, une compagnie privée, pour la création d'un parc linéaire. Mais elle n'engage en rien le gouvernement fédéral lui-même ! On aurait attendu d'un ministre et de la secrétaire parlementaire des Transports un engagement ferme du Parti Libéral à ordonner à l'administration du port de Montréal, sous la juridiction du ministère des

Transports fédéral, de démanteler le viaduc, la clef de tous les investissements en prolongements d'autoroutes et de la viabilité de Ray-Mont, et même d'exproprier ce dernier.

Du côté municipal, par la magie des contradictions électoralistes entre le centre-droit et le centre-gauche, l'expropriation de Ray-Mont a fait son entrée dans le débat public médiatique. À la démagogie populiste de l'ancien maire et ancien ministre Libéral fédéral Coderre, qui prétend racheter le terrain de Ray-Mont grâce à un dialogue avec le propriétaire (Félix Lacerthe-Gauthier, [Ray-Mont Logistiques: Denis Coderre serait prêt à acheter le terrain de la discorde](#), Journal de Montréal, 30/08/21), répond le réalisme des gros sous du capitalisme immobilier de Projet-Montréal (Jeanne Corriveau, [Racheter le terrain de Ray-Mont Logistiques coûterait cher, soutient Projet Montréal](#), Le Devoir, 30/08/21) ce qui n'empêche pas la mairesse de Montréal d'elle aussi s'engager à demander à Québec une étude d'impact.

Depuis quand faudrait-il accepter la logique des traités de libre-échange et celle des poursuites baillons en payant « *la compensation pour les pertes liées aux opérations passées et futures ainsi que de la poursuite de 373 millions intentée par l'entreprise contre la Ville* » ? Depuis quand la Ville de Montréal doit-elle être la seule à porter le fardeau de la compensation financière alors que ce projet anti-climat et anti-biodiversité a été rendu possible par la collusion entre le Port fédéral-affairiste de Montréal et son viaduc en construction et l'obsession autoroutière de la CAQ pour l'amour des « chars » et des « trucks » du troisième lien de Québec-Lévi jusqu'au foisonnement d'élargissements-prolongements d'autoroutes dans les banlieues et régions de la liste des projets prioritaires de la loi 66 en passant par le secteur L'Assomption d'Hochelaga-Maisonneuve dont Mob6600 veut faire le parc nature ? (Marc Bonhomme, [Le capitalisme vert pervertit tous les partis de l'Assemblée nationale](#), Le Québécois, 11/06/21)

### **Toujours cet électoralisme sur fond de tentative de démobilisation en créant de l'attentisme**

L'équipe Coderre est de connivence avec les gens d'affaire pour exploiter la contradiction de Projet-Montréal qui joue au matamore pro-citoyenneté mais n'est pas foutu de proposer d'acheter le terrain ce qui montre que ce parti aspire comme l'équipe Coderre à la réalisation de ce projet générant « développement économique » ... et d'importantes taxes foncières. Pour la suite de chose c'est comme le chantait Félix Leclerc: « *la veille des élections, il t'appelait son fiston, le lendemain il avait oublié ton nom* ». En filigrane, toujours cet électoralisme sur fond de tentative de démobilisation en créant de l'attentisme. Notons les engagements plus fermes des tiers partis — le NPD veut l'expropriation mais reste silencieux sur la construction en cours du viaduc ce qui revient à tacitement accepter le développement autoroutier — qui n'ont rien à perdre. (Chapeau cependant à la candidate NPD qui milite dans Mob6600 depuis longtemps... mais qu'il faut distinguer de son parti.) Mais même un tiers parti comme Ralliement pour Montréal ne s'engage pas pour l'expropriation par la Ville de Montréal se contentant elle aussi de demander à Québec une étude d'impact.

Côté Québec, à un an des élections québécoises, faut-il attendre quelque chose des Libéraux québécois et du PQ jusqu'ici aux abonnés absents ? Pour les Solidaires, on apprend que le nouveau « *chef parlementaire* » de Québec Solidaire a « *envie [...] de défendre des idées fortes* » et il veut que « *la lutte aux changements climatiques redeviennent l'enjeu numéro un en*

*politique québécoise.* » (TVA nouvelles, [Gabriel Nadeau-Dubois prêt à monter dans l'arène](#), Journal de Montréal, 30/08/21). Fort bien. Suffit-il que le député Solidaire d'Hochelaga-Maisonneuve soit le porteur de la pétition réclamant une étude d'impact pour le projet Ray-Mont déjà plus ou moins à demi réalisé ? Politiquement parlant, il ne suffit pas de laisser entendre qu'on est contre le projet sans préciser une revendication en ce sens. Si Québec solidaire exige une annulation du troisième lien Québec-Lévi, pourquoi ne porte-il pas aussi à bout de bras l'annulation des prolongements de Souigny et L'Assomption tout en exigeant l'expropriation du terrain Ray-Mont avec ou sans la collaboration fédérale ou municipale ?

### **Le parlementarisme tous azimuts des partis réellement existants coupe court à la mobilisation**

Il faut bien sûr prendre tout appui qui passe même pour des fins électoralistes en sachant que plus la probabilité d'être élu est réduite, plus les promesses sont osées. Ça prouve au moins que la mobilisation est efficace et qu'il ne faut compter que sur elle. Si c'est seulement voter pour le moins pire des tiers partis, pourquoi pas, étant donné la démagogie droitière ou la capitulation au discours « progressiste » du parti gouvernemental ou de son challenger. Cependant, sans mobilisation l'engrenage du parlementarisme finit par piéger les meilleures volontés.

Admettons la victoire surprise d'un tiers parti aux promesses mirobolantes. Il se heurtera au monstre politico-affairiste qui se tient derrière le Port de Montréal, plaque tournante du transport de marchandises du Canada central, dont l'efficacité est vitale à la rentabilité affairiste. Il finira par capituler à moins d'aller à contre-courant des institutions c'est-à-dire en affrontant les intérêts capitalistes, par la désobéissance civile au niveau municipal ou par l'indépendance au niveau national, en suscitant et même en organisant la mobilisation populaire (ou plus humblement comme parti de l'opposition usant de son prestige médiatique et de sa capacité mobilisatrice). Ce serait du jamais vu et il ne me semble pas que les tiers partis réellement existants, du municipal au fédéral en passant par le niveau national, baignent dans ces eaux-là.

### **Les manœuvres politiciennes du « good guy – bad guy » pour créer la confusion**

Si les manœuvres politiciennes s'intensifient en période électorale, elles ne s'y résument pas comme Mob6600 l'a constaté. La suite de consultations bidons de la Ville de Montréal et le procès contre Ray-Mont perdu d'avance étant donné le zonage permissif au moment de l'achat ont monopolisé l'attention citoyenne et fortement ralenti la mobilisation durant des années avant sa reprise en 2020 quand leur cul-de-sac devint limpide. La coalition affairistes-gouvernements recoure depuis lors à d'autres moyens tel le coup de Jarnac du bulldozage du dit boisé Steinberg, qu'on croyait hors d'atteinte pour l'instant, en pleine fête nationale du 24 juin après que les sans-logis en eurent été chassés en mai. A suivi l'annonce coulée aux médias d'une subvention pro-environnement — faut le faire ! — à Ray-Mont (Alexandre Shields, [Ray-Mont Logistiques obtient le soutien financier de Québec](#), Le Devoir, 24/08/21) aussitôt nié par Québec auprès de certaines militantes sur la base d'explications alambiquées.

On a là un exemple de bureaucratie kafkaïenne de rapport complexe entre entreprise, fonctionnaires et personnel politique, division du travail entre ministères de sorte à ne pas s'y retrouver... et donner une impression rassurante de façon à encore une fois inciter à l'attentisme paralysant. Voilà qui est passer du chaud des continuelles consultations, car Projet-Montréal a le front de les continuer, au froid du bulldozer et vice-versa pendant que procèdent l'air de rien les travaux de soi-disant décontamination (Mathieu Prost, [Ray-Mont : des travaux en cours, mais toujours pas de projet clair, Radio-Canada, 28/08/21](#)) et la construction du viaduc. Tous les moyens démobilisant sont bons pour créer la confusion y compris par les partis politiques dont le NPD et le Bloc qui se disent contre le projet Ray-Mont... tout en réclamant une zone tampon entre le terrain Ray-Mont et le quartier en transformant la mitoyenne propriété du CN en parc linéaire. Ça paraît qu'on a affaire au bloc du capital fédéral-provincial-municipal-gens d'affaires (CA du Port de Montréal) - CN et en fin de liste Ray-Mont tous ensemble pour défendre l'accélération du trafic marchand au cœur de la consommation de masse.

### **De la casse gauchiste au rachat petit-bourgeois tous deux faisant l'économie de la mobilisation**

Si les manœuvres politiciennes pullulent pour enliser la mobilisation, se pointe le nez l'aventurisme gauchiste de la militance sans doute sincère mais qui veut faire l'économie de la mobilisation (Contrepoint, [Deux Tonkas incendiés sur les terrains de Ray-Mont Logistics, 28/08/21](#)) . Dans la mesure où cette information est exacte, il faut y réagir de sorte à maintenir l'unité citoyenne sans étouffer la diversité des points de vue qui se manifestent ici non sur les buts mais sur les moyens. Il faut se souvenir que cette lutte n'appartient pas à Mob6600 même si elle en est l'initiatrice, et que les indispensables alliés viennent de toutes les couleurs. Il ne s'agit pas ici de « violence » mais d'autre chose (sabotage, casse ou même d'une manière de désobéissance civile) car on ne s'en prend pas à des personnes ni même au vivant mais à du matériel utilisé pour justement massacrer le vivant aux dépens de la biodiversité et du climat ce qui empêche l'humanité de faire un tournant à 180° pour sauver la civilisation et peut-être son existence ? Peut-on ajouter que ce qui est une tactique excessive n'est pas ce genre de casse mais la casse d'une friche qui a le potentiel de devenir un parc nature au bénéfice de la population avoisinante et même du tout Montréal dans le sens d'une urbanité minimisant la chaleur et maximisant l'appropriation de l'espace par les gens et non les choses. L'important est de ne pas condamner la casse mais être compréhensif même si on peut être réservé à cause de son potentiel démobilisateur.

À l'opposé de la casse on trouve la solution du rachat qui déplace le problème sans le résoudre étant donné qu'elle opère dans le cadre du marché pour ceux et celles qui en ont les moyens. Par exemple, un groupe citoyen d'une « exurb » aisée insérée dans le Parc de la Gatineau a eu les moyens financiers et relationnels d'éviter la transformation de son quartier, au nord de Gatineau qui s'étale sans cesse, en « suburb » de classes moyennes (Radio-Canada, [Des résidents de Chelsea s'allient pour préserver une forêt près de chez eux, 3/3/21](#)). Ces derniers iront se relocaliser ailleurs où leur voisinage n'aura pas les mêmes moyens ou le même sens de l'initiative. La nature est-elle gagnante à ce jeu de chaises musicales ? Idem pour ces propriétaires de condos de Laval (Brayden Jagger Haines, [Laval residents purchase \\$4.8M plot of land to save it from future development, Global News, 13/08/21](#)). Cet investissement aura aussi

pour effet d'augmenter la valeur de leurs condos. Il y a donc aussi un intérêt personnel de leur part. Est-ce que ça encourage la ville de Laval à acheter les terrains marécageux adjacents ? Peut-être mais ça peut aussi inciter Laval, dont on peut penser que le budget de rachats est insuffisant, à adopter une politique d'appui à des groupes citoyens ce qui abandonnera à leur sort la plus nombreuse sinon majoritaire classe de ménages à revenus modestes et pauvres vouée à s'entasser dans des quartiers populaires et à cohabiter avec des Ray-Mont et autres infrastructures de logistique.

### **La meilleure chaise sur le pont du Titanic ou en faire un paquebot populaire à amener à bon port**

Il n'y a pas de gagnant-gagnant entre les intérêts affairistes du Port de Montréal et la gent politicienne fédérale-provinciale-municipale le soutenant d'une part et les intérêts citoyens pour un écologiste parc nature d'autre part. C'est l'un ou c'est l'autre. Une subvention pro-environnement justifiée pour la réduction des trajets de camions ou une mitigation à la Projet-Montréal genre piste cyclable c'est ignoré la nuisance de l'ensemble de l'œuvre. Ce soi-disant gain écologique ou prix de consolation ne seraient qu'une amélioration en moins pire d'un projet en soi antiécologique soit une contradiction dans les termes. La lutte pour le parc nature vise à protéger la viabilité environnementale et sociale d'un quartier populaire (bruit, poussière, accès à la nature, îlot de chaleur, absorption des pluies diluviennes) tout en étant partie intégrante de la lutte climatique et pour la biodiversité contre la marchandisation du monde. Au bonheur factice de la consommation de masse avec son accélération de la circulation des marchandises dopée de publicité, d'obsolescence planifiée, d'endettement, de pollution et de déchets s'oppose le bonheur réel des rapports sociaux chaleureux en liaison intime avec la nature. C'est la loi d'airain de l'accumulation exponentielle du capital vers l'implosion de la civilisation ou la société de prendre soin des gens et de la terre-mère.

La seule stratégie efficace pour y arriver est de confronter le bloc affairiste-gouvernement et les racoleurs partis politiques avec les revendications fondamentales de Mob6600, soit un parc nature intégral par l'expropriation de Ray-Mont et le démantèlement du viaduc en construction, et de dénoncer leurs manœuvres dilatoires. Tout le reste est une question de mobilisation. La lutte pour le parc nature est une lutte gagnable par la mobilisation car un gain citoyen est supportable pour le Port de Montréal dont les opérations seraient à peine perturbées et même pour Ray-Mont qui ne s'en trouverait pas ruiné, tant s'en faut. Somme toute, ce serait une réforme qui donnerait confiance à la militance pour aller plus loin vers une société écologique.

Pour vaincre, il faut cependant de la mobilisation, ce que Mob6600 fait depuis une bonne année après s'être laissé séduire par les sirènes de la consultation, encore de la mobilisation, ce qu'elle fera par sa manifestation du 18 septembre, et toujours l'élargissement de la mobilisation, ce qui pourrait se faire en participant toute bannière déployée aux manifestations à l'occasion de la COP-26. Ce serait excellent si ces manifestations, comme étant d'exemplaires luttes pour la biodiversité, reprenaient les revendications de Mob6600, des comités anti-REM de la Caisse, qui elle aussi réclame son bout du parc nature, et des autres lutte citoyennes comme celles pour la plantation d'arbres dans le quartier multiculturel Parc-Extension (Aurélie Lanctôt, [Pour les riches, les arbres?](#), Le Devoir, 3/09/21), pour la création d'un parc ornithologique sur le terrain appartenant à l'aéroport de Montréal (Le 15-18, [Technoparc de Montréal, un paradis des](#)

[ornithologues menacé : P.-A. Saulnier](#), Radio-Canada, 5/01/21) et pour plusieurs luttes en banlieue afin de préserver des boisés et des milieux humides. Et pourquoi pas y adjoindre les luttes pour les logements sociaux pour lesquels le mouvement climatique pourrait revendiquer qu'ils soient à consommation d'énergie zéro ?

Frida Thunberg, si elle était de retour à Montréal, serait la première à mobiliser la jeunesse derrière ces luttes concrètes qui sont autant de brèches dans le mur du capitalisme écocide bloquant l'émergence d'un nouveau Montréal de verdure et d'agriculture débarrassé de ses « chars » et de ses « trucks ».

### **L'horizon d'un monde sans chars et trucks, sans bungalows et sans consommation de masse**

Car c'est possible de s'en débarrasser et c'est nécessaire pour abaisser les émanations de gaz à effet de serre (GES) du Québec de 67% d'ici 2030 par rapport à 1990 ou 2005 pour se conformer au dernier rapport du GIEC-ONU... à condition d'aller très rapidement. Le noyau de cette stratégie est de mettre des autobus électrifiés ou tramways, fabriqués au Québec, en voies réservées (Jeanne Corriveau, [Montréal compte aménager de nouvelles voies réservées aux bus](#), Le Devoir, 31/08/21) sur toutes les routes à quatre voies et plus jusqu'au moindre village, qu'ils deviennent gratuits sur dix ans si ce n'est moins, avec une grande fréquence 24/7 et confortables-climatisés. Pas besoin de dispendieux et hideux REM ou même de métros très chers et longs à construire. Cette solution structurante serait complétée par des minibus électrifiés automatiques dans les banlieues en circuits balisés et entretenus à cet effet et par un service complémentaire d'autopartage communautaire.

C'est ce qu'on s'attendrait à trouver dans la plateforme 2022 de Québec solidaire comme solution au transport des personnes si ce parti, qui devient de plus en plus institutionnel en se repliant sur son aile parlementaire, redevenait celui militant de ses débuts prometteurs. Mais cette solution exige d'avoir le courage politique de s'opposer aux « chars », à essence et électriques, à bannir d'ici 2030 pour le plus grand soulagement du budget des ménages populaires (et l'égalité citoyenne) tout comme l'interdiction immédiate de la construction de maisons unifamiliales (et en rangée) pour en finir avec l'extractivisme ancien ou nouveau et l'étalement urbain. Cet économique grand débarras permettrait de restructurer l'urbanité sur les places, les lieux arborés, l'agriculture urbaine et les intérieurs publics pour la rencontre des gens et la maximisation du transport actif et les services de proximité. Faut-il ajouter que la disparition des autos solos (et encore plus des VUS) et des maisons individuelles et en rangées tirerait le tapis matériel sous les pieds de la consommation de masse (et de l'endettement des ménages), que l'interdiction de la publicité achèverait, et par ricochet réduirait drastiquement les surfaces accaparées par le logistique des ports et des Ray-Mont.

**Marc Bonhomme, 5 septembre 2021**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)